

6/12/13

ALL'CHEM ■ L'Arac 03 invitera les candidats aux municipales en février

Les riverains toujours mobilisés

Les municipales approchent. Et les riverains All'Chem comptent en profiter pour faire du bruit autour du plan de prévention des risques de l'usine.

Seher Turkmen

seher.turkmen@centrefrance.com

La salle est déjà louée. Ce sera pour début février. L'Arac 03 (Association des riverains d'All'Chem) invitera les candidats aux élections municipales de Montluçon pour « savoir ce qu'ils comptent faire pour le PPRT (Plan de prévention des risques technologiques) et le quartier », indique la présidente, Catherine Genet.

« Nous avons l'impression d'être les victimes collatérales »

Hier soir, l'association de défense des riverains d'All'Chem a rassemblé environ soixante-dix habitants du quartier (*), salle Saint-Vincent. À l'ordre du jour : le compte rendu de



ASSOCIATION. Elle compte cinquante-cinq adhérents. PHOTO MANON BOBROWSKI

la réunion à la cité administrative avec la Dreal Auvergne, la direction de l'usine, la Ville, et les habitants.

Elle n'aura pas rassuré la population, pas plus que les portes ouvertes de l'usine, le 5 octobre dernier. Catherine Genet rapporte : « Nous avons l'impression d'être les victimes collatérales » du Plan de prévention des risques technologiques.

Le document, qui a reçu un avis favorable après enquête publique, attend la validation du préfet, prévu pour la fin de l'année.

Et les habitants continuent de le contester.

D'abord sur l'utilité du confinement exigé. En cas d'accident, « si l'alarme n'est pas déclenchée suffisamment à temps, elle ne sert à rien », soutient Catherine Genet.

Conséquences

Ensuite sur l'impact financier : les habitants devront effectuer des travaux chez eux, qui pourront être financés par un crédit d'impôt de 40 %, à 25 % par l'entreprise et 25 % par la collectivité.

Enfin, sur la perte de valeur de leur bien immobilier. « Pour l'instant, c'est invendable », témoigne un riverain, qui veut vendre un entrepôt, tandis qu'un riverain tente de céder sa

maison depuis un an, sans succès.

Alors, l'association va redemander à la municipalité un dégrèvement, voire même la suppression de la taxe foncière et d'habitation, basée sur la valeur des biens.

Elle va aussi demander à l'usine le détail des travaux de sécurisation interne effectués. Car la salle est unanime : ce qu'il faut, c'est son déménagement.

« Il n'en est pas question », avait affirmé le président du groupe Axyntis propriétaire de l'usine, en octobre dernier, lors de la journée portes ouvertes. ■

(*) Elle compte pour l'heure cinquante-cinq adhérents. Site internet : www.arac03.fr